



Chambre des communes  
CANADA

## **Comité permanent des affaires étrangères et du développement international**

---

FAAE • NUMÉRO 053 • 1<sup>re</sup> SESSION • 39<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

**TÉMOIGNAGES**

**Le jeudi 3 mai 2007**

**Président**

**M. Kevin Sorenson**

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le jeudi 3 mai 2007

•(1050)

[Traduction]

**Le président (M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC)):** Bienvenue à la cinquante-troisième séance du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Nous allons aborder les travaux futurs du comité. Nous avons examiné notre projet de rapport, mais nous passons maintenant aux travaux du comité.

M. Wilfert a présenté une motion et je vais lui demander de la lire et de nous en parler.

**L'hon. Bryon Wilfert (Richmond Hill, Lib.):** Merci, monsieur le président.

La motion se lit comme suit :

Que conformément le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international convoque les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international à témoigner afin qu'ils fassent le point de façon exhaustive et détaillée sur la stratégie actuelle du gouvernement du Canada à l'égard de la Corne de l'Afrique et plus particulièrement de la Somalie et sur l'engagement du Canada là-bas.

Comme vous le savez, monsieur le président, et chers collègues, le gouvernement fédéral transitoire de la Somalie a des défis considérables à relever. Manifestement, si nous parlons des États défaillants, comme nous l'avons fait par le passé, la Somalie en est certainement un. Il y a certes des problèmes liés à l'extrémisme, aux seigneurs de la guerre, etc., et pour répondre à un certain nombre de collègues qui sont venus me voir pour parler de cette question, j'ai pensé qu'il serait approprié — et je ne demande pas de prendre plus d'une séance — qu'on nous mette à jour sur la situation. Naturellement, nous avons également une diaspora importante au Canada. On a également demandé que tout au moins les membres du Comité des affaires étrangères soient mis au fait des derniers événements.

**Le président:** Très bien.

Monsieur Khan, voulez-vous —?

**M. Wajid Khan:** Merci, monsieur le président.

Le gouvernement du Canada est très préoccupé par l'instabilité qui caractérise la Somalie depuis plusieurs années et qui l'a particulièrement caractérisée au cours du dernier mois. Cela a eu un impact sur les droits de la personne et sur les circonstances politiques. Je pense que le gouvernement provisoire a proposé la formation d'un congrès de réconciliation nationale qui a maintenant été reporté au 14 juin. Cependant, le gouvernement encouragera le gouvernement provisoire à trouver une solution inclusive.

J'appuie cette motion. Il est important pour nous de le faire et d'inviter les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

**Le président:** Très bien.

Nous avons Mme Barbot suivie de Mme Nash.

Madame Barbot.

[Français]

**Mme Vivian Barbot (Papineau, BQ):** La version française de l'avis de motion est tronquée. On devrait y lire les mots « Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement »; c'est inscrit en anglais. Par ailleurs, je suis d'accord sur la motion. Je pense qu'il est extrêmement important qu'on puisse tenir des audiences sur ce sujet.

[Traduction]

**Le président:** Je vous remercie de l'avoir souligné, madame Barbot, et nous allons nous assurer que ce soit ajouté au texte écrit.

Mme Nash suivie de Mme Lalonde.

**Mme Peggy Nash (Parkdale—High Park, NPD):** Merci, monsieur le président.

J'appuie entièrement cette motion. Il y a de nombreux membres de la diaspora somalienne dans ma collectivité, et ils m'ont parlé des circonstances extrêmes que connaissent à l'heure actuelle les Somaliens. Je sais que notre porte-parole pour les affaires étrangères, Alexa McDonough, a écrit au ministre il y a quelques mois à ce sujet. Nous n'avons pas encore reçu de réponse.

Il serait très utile qu'on nous présente une analyse à jour au sujet de la situation. J'espère que cela nous permettra de formuler des recommandations, car la situation, d'après ce qu'en disent les médias, semble être de plus en plus désastreuse.

**Le président:** Très bien. Merci, madame Nash.

Madame Lalonde.

[Français]

**Mme Francine Lalonde (La Pointe-de-l'Île, BQ):** Monsieur le président, j'espère que M. Wilfert écoute.

•(1055)

[Traduction]

**Le président:** M. Wilfert est ici.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Je ne suis allé nulle part.

[Français]

**Mme Francine Lalonde:** J'espère qu'il accepterait un amendement amical consistant à ajouter les mots « et de l'ACDI », parce que la question de l'aide internationale du Canada est importante et compte tenu que l'Éthiopie reçoit beaucoup d'aide.

[Traduction]

**Le président:** Merci, madame Lalonde.

Monsieur Wilfert, on vous a demandé si vous accepteriez un amendement amical pour ajouter les représentants de l'ACDI.

**L'hon. Bryon Wilfert:** Puisque cela a été présenté de façon amicale, je suis tout à fait disposé à l'accepter.

**Le président:** Très bien.

Monsieur Khan.

**M. Wajid Khan:** Monsieur le président, j'estime qu'il est impératif que nous sachions tout d'abord quels sont les efforts que fait le gouvernement du Canada, ce qu'il propose, et que nous entendions les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. On pourrait toujours inviter le ministre responsable de l'ACDI à témoigner par la suite, mais je pense que nous devons nous éduquer—

**Le président:** Eh bien, nous ne demandons pas le ministre, car —

**M. Wajid Khan:** Ce sont les hauts fonctionnaires qui doivent venir. Désolé, je reprends ce que j'ai dit. Oui, ce sont les hauts fonctionnaires.

Je n'ai rien contre cela, mais je pense que nous devons mieux comprendre la situation et voir ce que le gouvernement a fait jusqu'à présent.

[Français]

**Mme Francine Lalonde:** Et ça inclut l'aide internationale.

[Traduction]

**Le président:** Vous savez quoi? Je pense que nous pouvons faire cela en une séance et les inviter tous les deux ensemble. J'accepte cela à titre d'amendement amical.

Quelqu'un d'autre veut-il intervenir sur la question?

(La motion est adoptée.)

**Le président:** La délégation est ici, alors nous allons peut-être suspendre la séance un instant. Nous allons les rencontrer, puis nous leur demanderons de venir prendre place à la table. J'espère que personne ne va partir. J'espère que nous pourrions avoir 15 à 20 minutes. Est-ce que cela vous convient?

Voilà mes rêves et mes espoirs qui s'envolent encore une fois à cause de M. Dosanjh.

**Une voix:** Vous pouvez toujours avoir vos rêves.

**Le président:** Je peux toujours avoir mes rêves, mais pas mes espoirs.

Très bien, nous allons suspendre la séance.

- \_\_\_\_\_ (Pause) \_\_\_\_\_
- 
- (1100)

**Le président:** Nous allons reprendre la séance.

C'est réellement un plaisir aujourd'hui d'accueillir nos invités. Je peux vous dire que lorsque notre comité se déplace à l'étranger, nous sommes toujours très heureux de rencontrer d'autres parlementaires et d'autres comités.

Au nom du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, j'aimerais souhaiter la bienvenue à Son Excellence Jaime José Matos da Gama, président du Parlement portugais, et aux parlementaires portugais. Quatre partis différents du Portugal sont représentés ici aujourd'hui.

Je pense qu'il se passe à l'heure actuelle des choses très intéressantes au Portugal et nous sommes heureux d'avoir des rapports très chaleureux avec ce pays.

Pour la gouverne du comité, permettez-moi de dire qu'en juillet — soit en juin ou en juillet — le Portugal assumera la responsabilité de la présidence de l'Union européenne jusqu'en décembre. Je crois qu'à l'heure actuelle c'est l'Allemagne qui a la présidence de l'Union européenne. Le Portugal assumera donc ce rôle. Je sais que c'est quelque chose que le Portugal est impatient de faire, et avec raison. Après le Portugal, c'est la Slovaquie qui assumera la présidence. Tout cela se fera au cours des 18 prochains mois, et le tout a commencé en décembre 2006.

Les principaux éléments du programme sont la poursuite de la réforme et du processus constitutionnel de l'Union européenne; la mise en oeuvre de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi; la poursuite du développement de la zone européenne de liberté, de sécurité et de justice; et une coopération renforcée en ce qui a trait à une action conjointe de l'Union européenne en matière de politique étrangère.

Dans le cadre de ce programme en trois volets, il y a considérablement de possibilités pour maintenir la coopération entre le Canada et l'Union européenne dans les domaines du commerce et de l'investissement, de la paix et de la sécurité, et de l'environnement et de l'énergie partout en Allemagne, au Portugal et en Slovaquie.

Une rencontre pour un dialogue transatlantique entre le ministre des Affaires étrangères du Canada et ses homologues de l'Union européenne devrait avoir lieu entre juin et décembre sous la présidence du Portugal.

Je sais que les membres du comité sont impatients de vous entendre.

J'ai mentionné les parlementaires, mais je n'ai pas mentionné Son Excellence l'ambassadeur du Portugal au Canada.

Nous avons eu l'occasion de le rencontrer à plusieurs reprises jusqu'à présent. Un certain nombre de membres de notre comité vous ont rencontré hier soir, tout comme notre président. Nous avons certainement aimé passer du temps avec vous hier soir, ce qui nous a permis de mieux vous connaître.

Je vais demander à Son Excellence de nous présenter les membres de sa délégation.

Par ailleurs, j'aimerais que vous nous parliez un peu de ce que vous avez fait depuis que vous êtes ici. Je sais que vous avez visité l'Ouest canadien, et que vous êtes allés à Toronto et ailleurs. Vous pourriez peut-être nous dire un peu combien de temps vous serez au Canada et ce que vous avez l'intention de faire pendant que vous êtes ici. Vous pourrez ensuite répondre aux questions de notre comité.

Votre Excellence.

- (1105)

**M. Jaime José Matos da Gama (président du Parlement portugais, Parlement du Portugal) :** Merci beaucoup de votre accueil et de l'occasion de venir vous rencontrer.

Nous sommes ici pour rendre la politesse à la suite d'une visite du Président Milliken qui est venu au Portugal à la fin de 2005 avec une délégation de députés de la Chambre des communes. Par ailleurs, il y a deux semaines nous avons reçu à Lisbonne une délégation de votre Sénat, soit la délégation qui s'occupe des affaires européennes. Ses membres sont venus au Portugal et à Strasbourg car il y avait des discussions sur des sujets liés aux intérêts canadiens.

Nous avons commencé notre visite à Vancouver et à Victoria où un groupe imposant de citoyens portugais ont été reçus par le Parlement. Nous nous sommes ensuite rendus à Toronto où nous avons rencontré le maire et des représentants des associations et des clubs portugais là-bas. Ottawa est la visite officielle au Parlement. Ce matin, nous étions avec votre ministre des Affaires étrangères. Il revenait de la Corée. Nous avons cette rencontre avec votre comité et avec d'autres comités et groupes spéciaux de votre Parlement. Nous déjeunerons avec le Président du Sénat et avec un groupe de sénateurs.

Je voudrais tout d'abord vous présenter l'ambassadeur du Portugal. M. Ricardo Rodrigues est un député qui a été élu dans la région des Açores. Il était auparavant un député du gouvernement régional, et il est maintenant président du groupe d'amitié parlementaire Canada-Portugal. Il est membre du Parti socialiste.

M. Honório Novo est un député de Porto dans le nord du Portugal. Il est membre du Parti communiste et il a été longtemps député au Parlement européen à Bruxelles.

M. Mota Amaral a également été élu dans les Açores et pendant 20 ans il a été chef exécutif d'un gouvernement régional. Il a été mon prédécesseur en tant que Président de la Chambre et il est maintenant vice-président du groupe d'amitié au sein de notre Parlement. Il est député du Parti social-démocrate.

Mme Teresa Caeiro est membre du Parti démocrate-chrétien conservateur, CDS/PP, et elle a été élue à Leiria, un district qui se trouve au centre du pays. Elle était gouverneure civile de Lisbonne — une très jeune gouverneure civile — et elle a été également secrétaire d'État aux Affaires culturelles.

Nous avons un système de partis au Portugal qui est essentiellement social-démocrate. Il y a les Socialistes, les Sociaux-démocrates, le Parti communiste, le CDS/PP, qui est le Parti conservateur, un petit parti à gauche qu'on appelle le Bloc des gauches et un parti encore plus petit qui compte deux députés, le Parti vert. Voilà donc en quoi consiste notre système politique.

• (1110)

**Le président:** Merci beaucoup, Votre Excellence.

Nous avons quatre partis qui sont représentés au Parlement, et nous avons un certain nombre d'autres partis qui ne le sont pas. Vous avez également une représentation proportionnelle, ce que nous n'avons pas ici.

Je vous remercie de vos observations.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Patry. M. Patry est le vice-président de notre comité et il en est l'ancien président. Il est député du Parti libéral qui forme l'opposition officielle.

**M. Jaime José Matos da Gama:** Je dois ajouter que je suis un député du Parti socialiste. J'ai été élu dans le district de Lisbonne, bien que je suis né aux Açores.

**M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.):** Merci beaucoup. C'est vraiment un plaisir de vous accueillir ici aujourd'hui. J'ai visité votre pays, surtout le sud en tant que touriste, mais je suis allé également dans le nord. C'est un très beau pays.

Ma question est très facile. En juillet prochain, le Portugal assumera la présidence de l'Union européenne. À l'heure actuelle c'est l'Allemagne et auparavant c'était la Slovaquie. Il semble que ces trois pays, ensemble, vous ont pressenti pour assumer la présidence.

Ma question porte sur l'avenir de l'Europe. Pouvez-vous nous faire une mise à jour en ce qui concerne la constitution européenne et

nous dire ce que vous pensez du débat en ce qui concerne le traité futur.

**Le président:** Merci, monsieur Patry.

Peut-être que M. Eyking aurait une question également à poser. Vous pouvez prendre note mentalement de la question de M. Patry en ce qui concerne l'Union européenne et la constitution.

Monsieur Eyking.

**L'hon. Mark Eyking (Sydney—Victoria, Lib.):** Oui. Je voudrais vous souhaiter la bienvenue. Je vous souhaite bonne chance avec la présidence de l'Union européenne et également avec votre économie. Je sais que vous espérez que la situation économique de votre pays va s'améliorer. C'est ce que je crois comprendre.

J'ai appris à connaître les Portugais assez bien il y a une vingtaine d'années. Je viens du Canada atlantique et la flotte de pêche portugaise venait à l'époque dans notre région. Je suis un agriculteur, alors nous fournissions aux navires des légumes et des oeufs. Je rencontrais les capitaines et ils m'invitaient à bord. Ils étaient très gentils et d'excellents hôtes. Nos deux pays sont vraiment — Vous savez, c'est tout un choc, l'effondrement des stocks de morue, et cela a été difficile pour nos deux pays.

Puisque le Portugal est un pays maritime, quels sont les défis pour vous en ce qui concerne le réchauffement de la planète et le niveau de la mer dans votre pays? Il y a également les stocks de poisson, est-ce que la situation sera aussi difficile dans votre pays que dans le nôtre?

**Le président:** Merci, monsieur Eyking.

À la délégation et à Son Excellence, je voudrais dire que vous pourriez peut-être répondre à certaines de ces questions ou vous savez peut-être qui serait le mieux placé pour y répondre.

**M. Jaime José Matos da Gama:** Je peux parler de la question de la pêche, et un de mes collègues peut répondre à la question concernant le traité constitutionnel.

En ce qui concerne les stocks de poisson, nous avons fait des évaluations en tenant compte de la situation météorologique et du changement climatique pour notre région, conjointement avec des gens de l'Espagne et du Maroc. Les prévisions à moyen et à long terme sont mauvaises pour notre région. La désertification s'intensifiera considérablement dans le nord de l'Afrique — le Maroc est notre proche voisin. Dans la péninsule ibérique, on prévoit que le tiers de son territoire deviendra un désert. La majeure partie du désert se trouvera dans le sud de l'Espagne, mais il y a une partie du sud-est du Portugal qui sera également considérablement touchée.

On fait des études pour simuler ce qui pourrait se produire là-bas. On fait plusieurs suppositions. Une légère augmentation du niveau de la mer est prévue, avec une certaine incidence sur les régions côtières qui sont moins protégées contre les marées et tous ces effets. Je dois cependant admettre que je n'ai pas lu quoi que ce soit de spécial au sujet des modifications à la pêche.

En même temps, nous améliorons notre production artificielle de poisson et de fruits de mer, notamment de moules, grâce à de solides investissements. Comme vous le savez peut-être, le Portugal est le pays d'Europe où on mange le plus de poisson par habitant. Dans le monde, il arrive au cinquième ou au sixième rang après certains petits pays de l'archipel du Pacifique et le Japon.

Nous connaissons un important déficit en ce qui a trait au poisson car nous avons été expulsés de certaines positions traditionnelles éloignées, à la suite des délibérations normales du droit de la mer. Nos ressources côtières ne sont pas très abondantes, et pour cette raison nous sommes devenus d'importants importateurs de poisson de l'industrie de la pêche espagnole qui a des positions à très longue distance au Chili, au Pérou et dans d'autres régions du monde, et qui est très énergique. Nous importons également du Maroc. Pour le crabe et ce genre de produits, nous importons du Royaume-Uni, de l'Écosse. Nous importons la morue essentiellement de la Norvège où il y a eu une amélioration marquée, du Royaume-Uni, et je l'espère, du Canada. La Russie est également entrée sur ce marché avec sa production de la mer du Nord.

Comme vous le savez, la morue était beaucoup consommée par le passé dans les pays catholiques du sud de l'Europe — au Portugal, en Espagne, dans le sud de la France, en Italie et en Croatie. C'était le type de poisson, lorsque mis en saumure et salé, qui pouvait être utilisé en été alors qu'il n'y avait pas de réfrigération.

• (1115)

Les prix ont considérablement augmenté. Certains pays, particulièrement la Norvège, ont beaucoup développé leur industrie et peuvent maintenant fournir à leurs clients portugais tous ces produits séchés et salés au goût des consommateurs locaux — et très bien faits. Les nouveaux types de morue préservée semi-salée et semi-humide sont une très grosse industrie. Cela est très professionnel et très bon. Nous importons également de l'Islande, comme vous le savez.

**Le président:** Merci.

Je sais qu'il y a beaucoup de gens qui veulent poser des questions. Je me demande combien de temps vous —

**M. Jaime José Matos da Gama:** [Note de la rédaction — *Inaudible*]

**Le président:** Oui, nous reviendrons à la question de la constitution.

Pour ce qui est du temps dont nous disposons, à quelle heure devez-vous partir? Nous avons prévu poursuivre la séance jusqu'à 11 h 30. Votre facilitateur est-il avec vous?

**M. Jaime José Matos da Gama:** Oui, 11 h 30.

**Le président:** Très bien. Il faudra donc poser de petites questions et simplifier les réponses sur la constitution.

**M. Joao Bosco Soares Mota Amaral (membre du parlement, Parlement du Portugal):** En ce qui concerne la constitution, pour être bref, j'ose dire que cela sera un défi important pour la présidence du Portugal. La constitution a été rejetée en France et aux Pays-Bas, et dans certains autres pays elle fait l'objet d'un débat très sérieux.

Or, j'ai l'impression qu'il y aura un changement apporté à la constitution, une nouvelle organisation ambitieuse pour l'Union européenne, afin de mettre en place un traité institutionnel plus modeste qui répondra aux besoins essentiels pour le fonctionnement de l'Union, avec 37 membres, et même ouvert à un plus grand nombre de membres, pour éviter certains des problèmes soulevés dans un document très complet qui est le traité constitutionnel.

Je souhaite bonne chance au premier ministre du Portugal, même si je suis député de l'opposition, car cela rendra considérablement service à l'Union européenne et ce sera excellent pour la stabilité du monde s'il réussit à assurer un bon leadership afin de trouver une solution à ce problème.

• (1120)

**Le président:** Merci beaucoup. Je sais que tous les Canadiens vous souhaitent également bonne chance à la présidence et pour tous ces défis qui consistent à réformer la constitution. Je pense que cela serait une réalisation remarquable si, sous votre présidence, vous pouviez accomplir des progrès considérables vers cette réforme que vous souhaitez.

Madame Lalonde, avez-vous une question?

[Français]

**Mme Francine Lalonde:** Oui. Je suis aussi vice-présidente du comité.

Votre Excellence, il nous fait très plaisir de vous recevoir aujourd'hui. Hier, j'ai lu dans les journaux sur Internet que les États-Unis et l'Union européenne avaient signé une entente sur un marché unique et qu'on travaillerait à la convergence réglementaire. Je fais partie de l'Association parlementaire Canada-Europe et je ne pouvais pas y aller ce matin. Je sais que cela peut intéresser tous mes collègues. Ce marché ou cette entente avec l'Union européenne était très recherchée par le Canada.

Comme vous prenez la présidence, vous avez peut-être quelques indications à nous donner sur la possibilité de poursuivre ces démarches, maintenant que des pas importants ont été faits entre les États-Unis et l'Union européenne.

[Traduction]

**Le président:** Merci, madame Lalonde.

Voulez-vous répondre?

[Français]

**M. Jaime José Matos da Gama:** Les rapports entre l'Union européenne et le Canada sont limités. Il est un peu étrange, compte tenu de l'envergure de l'économie canadienne, que le Canada arrive au neuvième rang des partenaires commerciaux de l'Union européenne, derrière des pays tels que la Norvège, la Turquie, la Russie et même la Corée du Sud. Ce n'est pas normal. On a essayé maintes fois d'en faire plus, de faire avancer les choses. Nous avons tout un éventail d'accords et de plateformes juridiques, mais parfois, il y a des hésitations, même pour ce qui est du dialogue politique. Quand on a présidé l'Union européenne, en 2000, on a tenu un sommet. Cependant, les sommets ont été annulés deux fois ces dernières années. Le sommet de Berlin pourra peut-être faire plus.

Il faut travailler à l'élaboration d'un cadre plus propice au commerce bilatéral et à l'investissement. L'ouverture des marchés des deux côtés est très importante pour des secteurs essentiels à la coopération économique comme les infrastructures publiques, l'énergie, les compagnies de navigation et même pour la structure des pouvoirs décisionnels.

L'Union européenne est dotée de règlements transversaux, et une autorité unique y régit le commerce. Il est clairement inscrit dans la loi que n'est pas l'autorité des gouvernements étatiques. Tous ces secteurs offrent plusieurs possibilités comme des ciels ouverts transatlantiques pour l'environnement, le commerce, le développement et l'assistance au développement.

La convergence et des règles mutuelles plus transparentes sont très importantes sur les marchés financiers et également dans le domaine politique, car nous sommes des partenaires de l'OTAN. L'émergence de l'Union européenne dans les domaines de la justice et des affaires intérieures et dans tout ce qui touche l'immigration, la sécurité et la lutte contre le crime organisé est aussi importante. Le Canada est le pilier politique extérieur en matière de sécurité et de défense, car il est le pays non européen avec lequel nous partageons le plus de valeurs communes. Il y a une dimension qui favorise et renforce la coopération entre le Canada et l'Union européenne.

Le Canada ne doit pas suivre les États-Unis. Il pourrait même devancer les États-Unis en structurant un rapport très spécial avec l'Union européenne. Si le Canada s'empêchait d'établir un tel rapport avec l'Union européenne parce que les États-Unis ne le feraient pas, qu'on ne soit pas surpris ici que les États-Unis aient fait un pas de géant. Les États-Unis et les grands secteurs européens veulent structurer très solidement l'espace économique transatlantique pour faire face, dans un contexte de globalisation, à d'autres espaces économiques au pouvoir immense. Le Canada devrait participer de façon très active à cette démarche. Et notre défi est de promouvoir cette participation accrue.

• (1125)

[Traduction]

**M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC):** Encore une fois, Votre Excellence, cela a été un plaisir de vous rencontrer hier soir lors du dîner.

J'aimerais tout simplement que vous nous parliez de votre économie et de l'impact de votre production d'électricité sur cette dernière. Je crois comprendre que votre électricité est produite surtout à partir du charbon ou du pétrole. Quelle sera l'incidence des caprices de l'approvisionnement en pétrole sur la production d'électricité, et est-ce que vous songez à examiner la possibilité de produire de l'électricité à partir de l'énergie nucléaire pour des raisons environnementales ou pour tenir compte de la disponibilité des approvisionnements à un certain moment donné à l'avenir? De quelle façon cela est-il reçu par votre population et quelles sont les probabilités que vous fassiez cela? Est-ce quelque chose que vous envisagez sérieusement pour l'avenir?

**M. Jaime José Matos da Gama:** Je voudrais que mes collègues disent quelque chose, mais je résumerai rapidement cette question.

Nous avons également une base pour l'hydroélectricité, qui est fonctionnelle. Nous avons de l'électricité qui est produite à partir du combustible pétrolier et du charbon, mais nous avons également le gaz, car nous avons un pipeline de gaz naturel conjoint avec l'Espagne qui vient d'Algérie. C'est moins polluant et c'est très important pour notre économie.

À part cela, nous avons mis au point de nombreuses énergies de recharge, notamment l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Dans l'Union européenne, nous avons une méthode ouverte pour comparer le niveau d'énergie éolienne et solaire, et nous nous situons au-dessus de la moyenne des pays de l'Union européenne en ce qui concerne ces formes d'énergie, qui sont excellentes, bien que coûteuses.

En ce qui concerne l'énergie nucléaire, nous n'avons jamais pris cette direction. Nous allons sans doute étudier l'option. Le sentiment populaire est contre la production d'énergie nucléaire, mais en fait nous devenons extrêmement dépendants d'une consommation d'énergie extrêmement coûteuse et cela donne tout au moins l'occasion de réexaminer le problème.

Nous importons de l'énergie nucléaire de la France, car la France a une capacité excédentaire de production nucléaire et exporte à travers l'Espagne. Nous gérons par ailleurs un marché ouvert pour l'énergie avec l'Espagne, concentré dans l'électricité, MIBEL, qui anticipera la libéralisation partout au sein de l'Union européenne, et concentré également dans la création d'un réseau de gaz commun avec une libéralisation complète, que pourront utiliser toutes les entreprises, le producteur, le distributeur ou le détaillant. C'est quelque chose de positif.

• (1130)

**Le président:** Puis-je vous interrompre rapidement?

Mme Nash est avec nous, et je pense qu'elle voulait poser une question sur le même sujet, n'est-ce pas? C'est l'intuition du président. Je voudrais qu'elle pose sa question, car je pense qu'elle allait vous demander... vous pourrez peut-être y répondre en même temps.

Par ailleurs, il ne nous reste que deux minutes, et je sais que vous devez rencontrer le Président du Sénat et des sénateurs.

Puis-je vous interrompre, Votre Excellence, pour que Mme Nash puisse poser sa question et vous pourrez peut-être ensuite résumer?

Allez-y, madame Nash.

**Mme Peggy Nash:** Vous avez de l'intuition, monsieur le président, car ma question est très semblable.

Je suis députée du Parti social-démocrate et je suis élue dans la ville de Toronto. Je crois que vous avez rencontré notre maire, David Miller.

Étant donné que dans notre pays nous connaissons une urbanisation rapide — environ 80 p. 100 de notre population vit dans les villes — j'aimerais savoir ce que le Portugal fait, particulièrement dans ses centres urbains, pour faire face au problème du changement climatique.

**Le président:** Je pense que vous avez déjà parlé de l'importation de l'énergie nucléaire et de la façon dont cela affectait le Portugal.

Pour ce qui est de sa question en ce qui concerne les centres urbains et l'énergie, vous l'avez déjà abordée.

Je peux maintenant dire à tous les membres du comité qu'ils ont eu l'occasion de poser une question aux représentants du Portugal.

Pourriez-vous tout simplement continuer là où vous étiez...?

**M. Jaime José Matos da Gama:** En ce qui concerne l'énergie, il y a deux choses. Tout d'abord, d'après notre évaluation, nous avons également la possibilité d'importer du gaz liquide, car nous ne voulons pas dépendre strictement de l'Algérie. Nous avons essentiellement à l'heure actuelle des importations ouvertes du Nigeria, mais ces importations sont ouvertes également à d'autres pays qui voudraient se joindre à ces marchés. Il serait utile d'avoir une proposition canadienne à cet effet, tout au moins. Cela augmenterait la concurrence pour le client.

En ce qui concerne la question nucléaire, le fait que le Portugal ait l'une des plus grandes ressources d'uranium en Europe est également une chose à considérer, d'après nous.

Pour ce qui est du changement climatique dans les centres urbains, je sais que l'on fait des études essentiellement sur tous les systèmes de chauffage — l'utilisation du verre dans la construction et la possibilité d'avoir des immeubles autosuffisants qui produisent de l'énergie grâce à des panneaux solaires. C'est quelque chose que nous devons examiner davantage pour l'avenir.

**Le président:** Merci beaucoup.

Je peux vous assurer que le comité aurait bien aimé passer plus de temps avec vous pour vous parler du Portugal. Un certain nombre de membres du comité, comme on l'a dit, sont allés au Portugal. Je n'y suis pas encore allé personnellement, mais j'aimerais certainement beaucoup y aller.

Je vous remercie d'être venus rencontrer notre comité aujourd'hui. Je vous souhaite une bonne journée alors que vous irez rencontrer le Sénat et que vous viendrez à la période de questions. Ensuite, pour

votre retour, je vous souhaite un excellent voyage plus tard cette semaine.

Merci beaucoup d'être venus.

● (1135)

**M. Jaime José Matos da Gama:** Merci, et bienvenue au Portugal lorsque vous y viendrez.

**Le président:** La séance est levée.

---







**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**